

Zimbabwe : des dockers s'opposent à la livraison d'armes

Partage international n° [238](#) - Juin 2008

Des dockers sud africains ont refusé de décharger une cargaison d'armes provenant de Chine et destinés au Zimbabwe, et les syndicats des transporteurs ont refusé de transporter les armes. Cette initiative prise en avril 2008, illégale vis-à-vis de la loi sud africaine, fut applaudie à travers le monde.

Le navire chinois, An Yue Jiang, transportait trois millions de cartouches de munitions pour des fusils d'assaut AK47 et des mitraillettes, 3 224 bombes de mortier et 1 500 grenades roquettes et leurs lanceurs, commandées par le gouvernement du président Mugabe à la demande de l'armée et des chefs de la police.

Les dockers se sont opposés au président sud africain Thabo Mbeki et son gouvernement, le Congrès national africain, qui avaient déclaré que les 77 tonnes d'armes du An Yue Jiang étaient une cargaison légale et qu'ils seraient transportés vers le nord jusqu'au Zimbabwe. Mais Randall Howard, secrétaire général du syndicat sud africain des Transporteurs et des travailleurs affiliés a prévenu : « *Les containers ne seront pas déchargés. Le navire*

doit retourner en Chine. »

Le président Mbeki a reçu un autre avertissement, de la part des syndicats de police. « *Les dockers ont de bonnes raisons de ne pas décharger le navire, a déclaré Benzi Soko, porte parole du syndicat des Droits civiques de la police et des prisons. Nous comprenons leur refus. »*

Cette initiative a reçu des soutiens du monde entier. « *C'est l'exemple du rôle crucial joué par les syndicats dans la défense de la démocratie* », a déclaré Helen Kelly, présidente du Conseil néo-zélandais des syndicats. Les travailleurs ont considéré qu'il n'était pas juste de décharger ces armes destinées au régime de R. Mugabe, et qui seraient utilisées contre les travailleurs et le mouvement démocratique. Sans cette initiative, les armes seraient dé-jà au Zimbabwe. L'histoire montre que la liberté d'expression et le droit syndical, bien qu'ils soient garantis, sont parmi les premiers à disparaître lorsque la démocratie est déstabilisée ou renversée.

Sources : The Sunday Herald, Ecosse

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : La voix des peuples